



Les comptes nationaux annuels

(Année 2018)

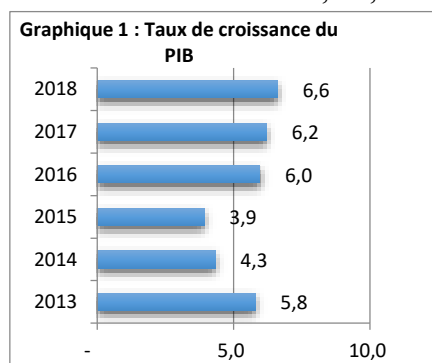
La croissance économique demeure soutenue en 2018 (+6,6%)

En 2018, l'activité économique au Burkina Faso s'est accélérée. Le produit intérieur brut (PIB) en volume chaîné aux prix de 2015 s'accroît de 6,6% après une croissance de 6,2% en 2017 et 6,0% en 2016. Du côté de la demande, cette croissance est principalement portée par les exportations (+4,0 points de croissance). L'accélération de la croissance des exportations en volume (+15,2%) est plus importante que celle des importations (+8,5%), ce qui induit une amélioration du solde des échanges extérieurs, entraînant ainsi une contribution la croissance de 1,2 point. La consommation finale contribue de 3,0 points à la croissance et s'est accrue de 3,5% après une croissance de 5,4% en 2017. Les investissements ont connu une forte croissance évaluée à 10,8%, contre 12,4%

en 2017 et contribuent ainsi à 2,4 points de croissance en 2018.

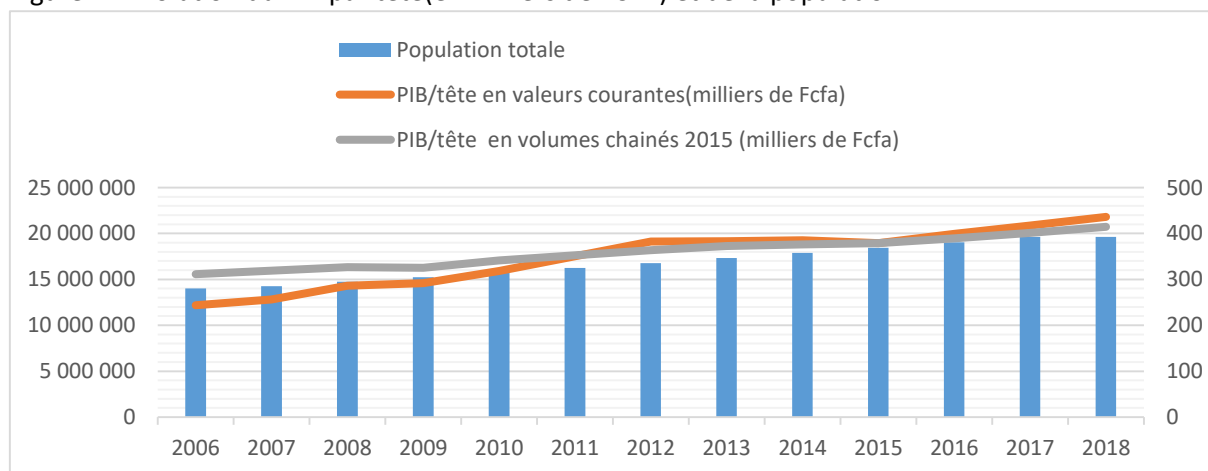
Du côté de l'offre, la croissance est principalement imputable au secteur secondaire (2,4 points de croissance) induit par une croissance en volume de 9,5%. Le tertiaire qui a connu une hausse de 5,4% contribue de 2,4 points de croissance. La valeur ajoutée du secteur primaire étant en hausse de 5,1% contribue de 2,2 points à la croissance.

Le pouvoir d'achat des ménages croît de 6,5% après 4,7% en 2017. Quant à l'épargne financière des ménages, elle augmente pour atteindre 3,7% contre 2,6% en 2017. Le taux de marge des sociétés non financières s'établit à 68,5% et celui des sociétés financières se situe à 51,5%.



Le PIB nominal par tête tout comme le PIB réel par tête est en nette augmentation. En 2018, le PIB réel par tête s'élève à 414 531 FCFA et le PIB nominal par tête à 435 983 FCFA.

Figure 1 : Evolution du PIB par tête(en milliers de FCFA) et de la population



Hors du Burkina Faso, la croissance mondiale ralentit légèrement en 2018, avec un taux de 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017.

Dans les pays avancés, la croissance est estimée à 2,3% en 2018, contre 2,4% en 2017. Aux Etats-Unis, le taux de croissance s'accélère à 2,9% en 2018, contre 2,2% en 2017. Dans la zone euro, l'économie connaît un ralentissement. La croissance se situe à 1,9% en 2018 après 2,4% en 2017.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance connaît un léger ralentissement passant de 4,8% en 2017 à 4,5% en 2018. Ce ralentissement s'observe pour la Chine qui passe d'un taux de croissance de 6,8% en 2017 à un taux de 6,6% en 2018, en lien avec la faiblesse de la demande extérieure, à la suite des mesures tarifaires imposées par les Etats-Unis. En Afrique subsaharienne, la croissance passe de 2,9% en 2017 à 3,2% en 2018 sous l'effet d'un redressement de la production de pétrole du Nigéria dans un contexte d'orientation des cours.

Dans l'UEMOA, l'activité économique a progressé en 2018 au même rythme de 6,6% qu'en 2017, en liaison principalement avec l'essor des activités commerciales et manufacturières ainsi que celles des bâtiments et travaux publics. ¹

¹ rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, 1 er semestre 2019

1. Evolution de l'offre

1.1. Evolution globale de l'offre

Une hausse de la croissance économique en 2018 (+6,6%)

L'économie Burkinabé croît de 6,6% en 2018 contre 6,2% en 2017 soit une accélération de 0,4 point de croissance.

Cette situation s'explique par une reprise des activités économiques dans le secteur primaire qui avait fléchi en 2017 et un accroissement dans tous les autres secteurs. En particulier, le secteur secondaire contribue de 2,4 points à la croissance impulsée par une évolution en volume de 9,5% en 2018 contre 5,9% en 2017. Ce dynamisme dans le secondaire est la résultante d'une forte croissance dans les branches de l'extraction (+13,1%) et de la construction (+10,6%). Le secteur tertiaire n'est pas en reste, il croît globalement de 5,1% en 2018 contre 6,2% en 2017 et contribue de 2,2 points à la croissance.

Une reprise de croissance de l'activité économique dans le secteur primaire est observée en 2018. Le taux de croissance s'établit à 8,6% en 2018 après une baisse de 0,2% en 2017. Ce secteur contribue de 1,8 point à la croissance du PIB.

En termes de structure du produit intérieur brut, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 48,7% de la valeur ajoutée totale. Le secteur secondaire occupe 27,5% et le secteur primaire 23,7% de la valeur ajoutée totale en 2018.

1.2. Evolution sectorielle de l'offre

Une reprise de la croissance de l'activité dans le secteur primaire (+8,6%)

En 2018, les activités dans le secteur primaire connaissent une croissance de 8,6% après une baisse de 0,2% en 2017. Cette reprise du rythme de l'activité économique est imputable à la reprise de croissance dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et chasse, de la pêche et aquaculture malgré le ralentissement dans celui de l'élevage.

Le secteur agricole croît de 11,2% en 2018 contre -2,4% en 2017. Cette situation s'explique par la croissance de la production au niveau de l'agriculture vivrière (+27,5%) malgré la baisse de production notée dans l'agriculture de rente (-19,4%). En particulier, la production en quantité de coton a baissé de 42,9% par rapport à la campagne précédente.

Le secteur de la sylviculture et chasse progresse de 6,8% contre 4,8% en 2017. Aussi, dans le secteur de la pêche et aquaculture, l'activité croît de 5,1% contre 1,2% en 2017.

Par ailleurs, l'activité économique dans la branche élevage régresse de 1,3% alors qu'elle avait progressé de 5,7% en 2017.

En somme, le secteur primaire contribue positivement à la croissance du PIB en 2018 à 1,8% contre une contribution nulle en 2017.

Forte croissance économique du secteur secondaire (+9,5%)

La valeur ajoutée du secteur secondaire augmente fortement de 9,5% contre 5,9% l'année précédente. Cette croissance dans le secteur secondaire s'explique par la bonne tenue de l'activité dans l'extraction et à la reprise dans les activités manufacturières, de l'énergie et de la construction.

Le secteur de l'extraction croît de 13,1% contre 25,6% en 2017. Cette situation est imputable à une augmentation de la production aurifère qui passe de 45,58 tonnes en 2017 à 51,23 tonnes en 2018. En somme, le secteur de l'extraction contribue de 1,4 point à la croissance du PIB.

Après une baisse en 2017 dans le secteur de la construction, de l'énergie et les industries de transformation, la valeur ajoutée augmente en 2018 dans lesdits secteurs. En effet en 2018, dans le secteur de l'énergie la valeur ajoutée augmente de 10,6% contre -21,7% en 2017 ; dans la construction, elle augmente de 5,2% contre -5,6% en 2017 et dans les activités manufacturières, elle augmente de 7,2% contre -4,3% en 2017.

Au total, le secteur secondaire contribue de 2,4 points à la croissance en 2018 contre 1,5 point en 2017.

Une croissance de 5,1% dans le secteur tertiaire

La valeur ajoutée du secteur tertiaire croît de 5,1 % en 2018 contre 6,2% en 2017.

En 2018, la valeur ajoutée des transports baisse fortement (-9,9%) contre une hausse de 11,4% en 2017. On note une reprise des activités professionnelles, scientifiques, techniques, des services de soutien et de bureau qui enregistre une hausse de 16,2% contre -5,9% en 2017. Les activités immobilières augmentent de 8,6% en 2018 contre 4,5% en 2017. La valeur ajoutée des services financiers et d'assurances hausse légèrement (+0,5%) contre 8,6% en 2017. L'information et la communication ont vu leur valeur ajoutée progresser de 6,5% contre 7,3% en 2017. Les activités d'hébergement et de restauration augmentent aussi légèrement (+0,2%) contre 22,3% en 2017. Le commerce et les réparations progressent de 3,2% contre 3,1% en 2017.

L'activité des administrations publiques et des ISBL progresse de 6,3% en 2018 comme en 2017.

La contribution du secteur tertiaire à la croissance économique en 2018 est de 2,2 points.

Tableau 1: Evolution sectorielle de la valeur ajoutée

	Evolution du taux de croissance en volume (en pourcentage)			2018		
				Prix courant (en milliards de FCFA)	Prix Volumes chaînés à partir de 2015, (en milliards de FCFA)	Contribution à la croissance du PIB (en %)
	2016	2017	2018			
Secteur primaire	4,2	-0,2	8,6	1 853,3	1 787,7	1,8
Agriculture	4,8	-2,4	11,2	1 388,9	1 256,5	1,7
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	4,1	-4,6	12,5	1 313,2	1 201,6	1,8
<i>Égrenage de coton</i>	28,5	60,5	-9,0	75,7	56,0	-0,1
Élevage	2,8	5,7	-1,3	287,1	350,6	0,0
Sylviculture et chasse	3,3	4,8	6,8	146,5	143,0	0,1
Pêche et aquaculture	2,5	1,2	5,1	30,7	30,7	0,0
Secteur secondaire	5,0	5,9	9,5	2 258,5	2 075,3	2,4
Activités extractives	3,7	25,6	13,1	964,8	882,6	1,4
<i>Extraction de minerais d'or</i>	1,9	18,7	10,9	832,0	762,3	1,0
<i>Autres activités extractives</i>	42,4	99,4	0,5	74,9	69,5	0,0
<i>Prospection minière et autres activités de soutien</i>	15,2	225,8	116,3	58,0	52,7	0,4
Activités manufacturières	2,6	-4,3	7,2	929,0	856,4	0,7
<i>Agroalimentaire</i>	2,6	-8,4	10,3	611,5	555,8	0,7
<i>Fabrication de textiles et articles d'habillements</i>	2,8	36,0	3,7	103,3	104,2	0,0
<i>Fabrication de produits minéraux</i>	25,2	34,9	9,7	41,2	45,8	0,1
<i>Autres industries manufacturières</i>	-0,3	-15,6	-1,6	173,0	148,9	0,0
Électricité - Eau - Assainissement	22,1	-21,7	10,6	75,4	60,4	0,1
Construction	12,6	-5,6	5,2	289,4	262,2	0,2
Secteur tertiaire	6,7	6,2	5,1	3 843,8	3 670,7	2,2
Commerce et réparation	-1,2	3,1	3,2	759,4	750,7	0,3
Transport et entreposage	16,8	11,4	-9,9	117,7	92,3	-0,2
Hébergement et restauration	5,6	22,3	0,2	196,2	208,0	0,0
Information et communication	5,2	7,3	6,5	243,4	238,9	0,2
Services Financiers et assurances	18,6	8,6	0,5	156,5	148,8	0,0
Activités immobilières	2,4	4,5	8,6	470,0	470,1	0,5
Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	39,1	-5,9	16,2	109,5	105,7	0,2
Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels	9,2	6,3	6,3	1 791,2	1 658,1	1,3
Total	5,6	4,6	7,1	7 955,6	7 538,1	6,4
Impôts et taxes nets sur les produits	9,3	21,6	2,0	870,5	847,5	0,2
Produit Intérieur Brut	6,0	6,2	6,6	8 826,1	8 391,8	6,6
Écart statistique (écart de chaînage)					10,6	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2. Evolution de la demande

2.1.Évolution globale de la demande

La demande intérieure, principal moteur de croissance de l'économie burkinabé

La croissance économique enregistrée en 2018 est tirée par la demande intérieure globale qui demeure toujours le principal facteur de la croissance de l'économie nationale, avec une contribution de 5,4 points à la croissance. Cette demande intérieure a augmenté de 5,0% en volume en 2018 contre une croissance de 6,8% en 2017, marquant ainsi un ralentissement de la croissance de celle-ci.

La consommation finale reste la principale composante du PIB. Elle représente en termes réel 83,3% du PIB. Elle a progressé de 3,5% en 2018 (après une croissance de +5,4% en 2017) et contribue à 3,0 points de croissance en 2018 (après une contribution de + 4,6 points en 2017).

Les investissements ont connu un fléchissement dans leur rythme de croissance en 2018, avec une croissance de +10,8% (après +12,4% en 2017). Aussi, sa contribution à la croissance du PIB passe 2,6 points en 2017 à 2,4 points en 2018.

La contribution du solde des échanges avec l'extérieur à la croissance du PIB change de signe en passant d'une contribution de -1,0 points en 2017 à 1,2 points en 2018. Cela est dû à la forte croissance des exportations (+15,2%) et un ralentissement du rythme de croissance des importations qui passe de 10,1% en 2017 à 8,5% en 2018.

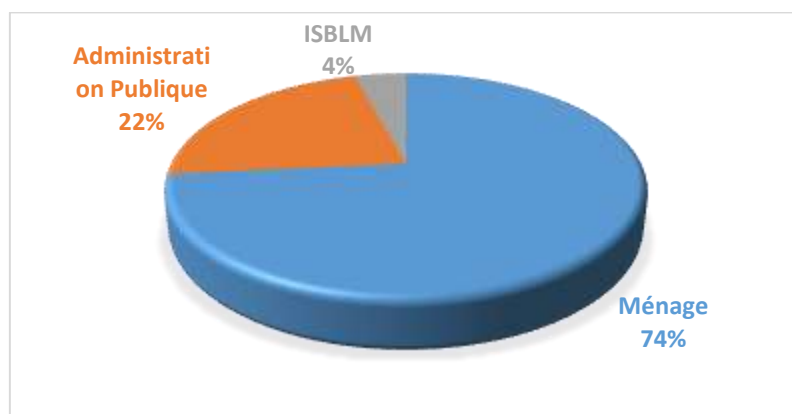
2.1.1. La consommation finale

Un ralentissement de la croissance des dépenses de consommation finale

Les dépenses de consommation finale ont connu un ralentissement de leur rythme de croissance en 2018. En effet, après une hausse de 5,4% en 2017, les dépenses de consommation finale ont connu une augmentation de 3,5% en 2018. La contribution de ces dépenses à la croissance du PIB passe de 4,6 points en 2017 à 3,0 points en 2018. Toutefois, la part des dépenses de consommation finale dans le PIB reste toujours stable (83,9%) entre 2017 et 2018 avec une part moyenne de 85,6% sur la période 2016 à 2018.

La hausse des dépenses de consommation finale est partagée entre une augmentation de la consommation finale des ménages de 2,5% et de celle des administrations publiques de 7,9 %. La consommation finale des administrations publiques connaît un ralentissement (hausse de 7,9% en 2018 contre 13,3% en volume en 2017). On note également un fléchissement de la croissance de la consommation finale des ménages (2,5% en 2018 contre 3,7% en 2017). En termes de structure la consommation finale est principalement l'œuvre des ménages (74%). Les administrations publiques dans le cadre de leurs activités régaliennes ont des dépenses de consommation finale qui valent 22% du montant global et les ISBLM, 4%.

Figure 2: Répartitions de la consommation finale selon le secteur institutionnel



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

Les investissements sont en forte croissance

Toujours en augmentation continue, les dépenses d'investissements s'accroissent de 10,8% en 2018 contre une augmentation de 12,4% en 2017. Cette augmentation est liée non seulement à la croissance modérée de la formation brute de capital fixe (FBCF) qui augmente de 8,6% en 2018 (un léger ralentissement par rapport à 2017 qui enregistrait une croissance de 9,0%), mais aussi à un ralentissement du côté des stocks (+51,3% en 2018 contre +142,5% en 2017).

La contribution des dépenses d'investissement à la croissance du PIB s'établit à +2,4 points contre +2,6 points en 2017.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des différentes composantes de la demande globale.

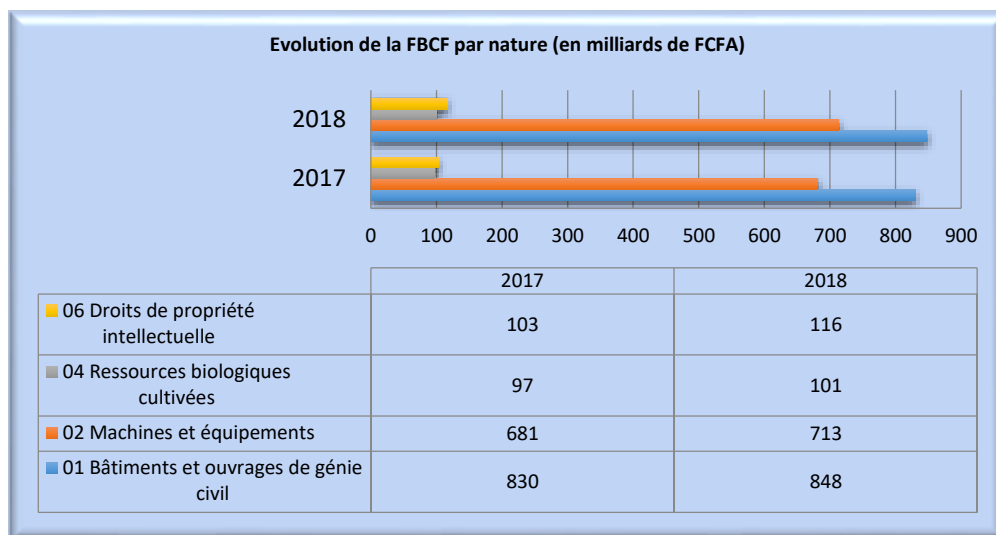
Tableau 2: Evolution des différentes composantes de la demande globale

Libellés	Evolution en volume au prix constant de 1999			2018		
	2016	2017	2018	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant-99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	5,4	5,4	3,5	7 299,1	7 041,3	3,0
Dont : Ménage	4,1	3,7	2,5	5 369,2	5 237,0	1,6
Administrations publiques	10,6	13,3	7,9	1 625,7	1 509,3	1,4
ISBL_SM	7,9	1,6	0,4	304,2	291,9	0,0
(2) Investissement : (21) +(22) +(23)	15,2	12,4	10,8	1 918,7	1 949,1	2,4
(21) Formation brute de capitale fixe	13,3	9,0	8,6	1 778,7	1 796,4	1,8
Dont : Privée				1 127,7		
publique				651,0		
(22) Variations des stocks	162,6	142,5	51,3	138,6	165,3	0,6
(23) Aquisitions moins cessions d'objets de valeur	1,4	14,4	13,5	1,4	1,3	0,0
(3) Exportation nette (31) - (32)	25,2	16,8	-19,3	-391,7	-567,1	1,2
(31) Exportations	2,6	8,5	15,2	2 478,3	2 343,4	4,0
dont Biens	1,8	9,3	17,2	2 272,6	2 134,6	4,1
Services	9,3	2,4	-3,1	205,7	205,6	-0,1
(32) Importations	7,3	10,1	8,5	2 870,0	2 958,1	2,8
dont Biens	6,8	11,1	9,8	2 491,3	2 592,7	2,8
Services	10,9	4,5	0,5	378,6	367,9	0,0
PIB = (1) +(2) +(3)	6,0	6,2	6,6	8 826,1	8 391,8	6,6
Ecart statistique (écart de chaînage)					31,5	

Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

En termes de structure de la formation brute de capital fixe les biens d'investissements, les plus importants tant en 2017 qu'en 2018 sont les bâtiments et les ouvrages de génie civil, suivis des machines et équipements. Les ressources biologiques cultivées qui incluent les animaux, viennent en dernière position après les droits de propriété intellectuelle qui incluent principalement la prospection minière et la recherche et le développement.

Figure 3: Formation brute de capital fixe par type d'actif, Valeurs courantes (en millions de FCFA)



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

2.1.2. Les échanges avec l'extérieur

Une amélioration des termes de l'échange

Les termes de l'échange se sont améliorés en 2018, sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs. Cette amélioration est induite par une baisse des prix à l'importation plus accentuée que ceux à l'exportation. Les prix à l'importation ont baissé de 1,6% alors que ceux à l'exportation ont baissé de 0,3%.

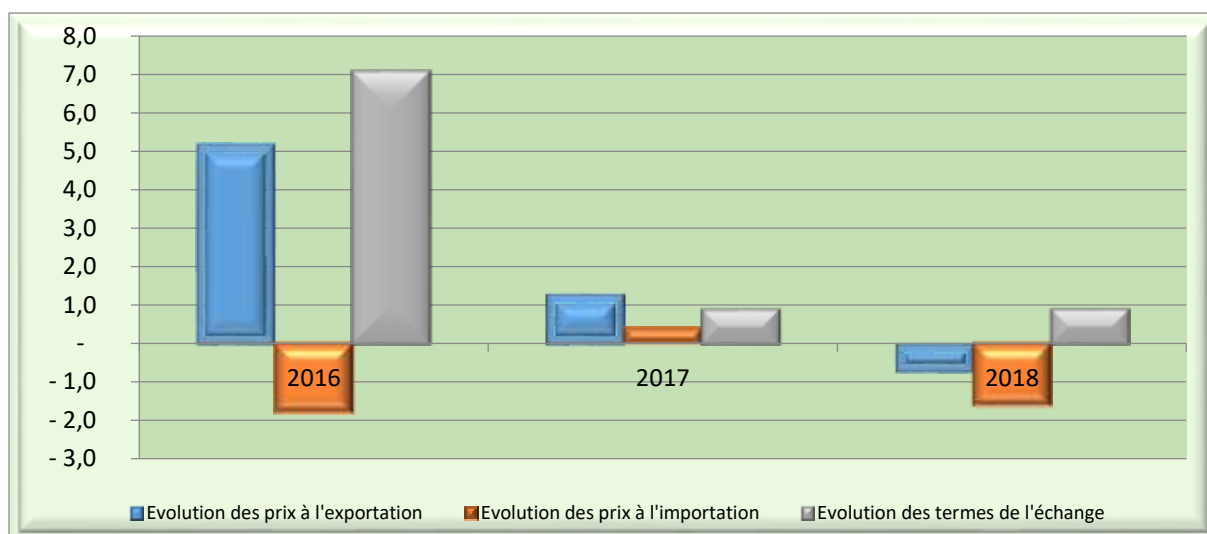
La baisse des prix à l'importation est principalement due à la baisse des prix des biens d'équipement importés (-19,4%), aux produits pharmaceutiques et sur un nombre important de produits.

La baisse des prix à l'exportation quant à elle, émane de la baisse des prix à l'exportation des produits de l'extraction minière, notamment celui de l'or (-3%) qui est le principal produit d'exportation.

Les termes de l'échange sont restés stables dans leur évolution en 2018, avec +0,9% de croissance, de même qu'en 2017. Ceux-ci avaient connu un fort rétrécissement en 2017, avec une évolution passant de +7,1% en 2016 à +0,9% en 2017.

La figure ci-après montre l'évolution des termes de l'échange entre 2016 et 2018.

Figure 4: Evolution des termes de l'échange entre 2016 et 2018.



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

3. La formation des prix

Une inflation bien en dessous² de la norme communautaire sur les trois années 2016, 2017, 2018

Le niveau général des prix est en hausse de 1,9% en 2018 au Burkina Faso. Après une baisse de -0,2% en 2016 et une forte hausse de 2,9%, le niveau d'inflation ces trois dernières années demeure en dessous de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 3%.

L'inflation en 2018 s'explique principalement par une augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées mais aussi par le renchérissement des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants.

S'agissant des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, l'inflation a atteint 3,3%. Cette hausse de prix de la fonction est imputable à la mauvaise campagne agricole de 2017 dont les effets se ressentent en 2018.

Quant à la fonction « Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants », les prix sont en hausse de 11,6% en 2018. L'augmentation des prix dans la fonction résulte de la hausse du prix de la cigarette intervenu le 1^{er} février 2018 faisant suite à la hausse des taxes sur le tabac qui est entrée en vigueur le 15 janvier 2018.

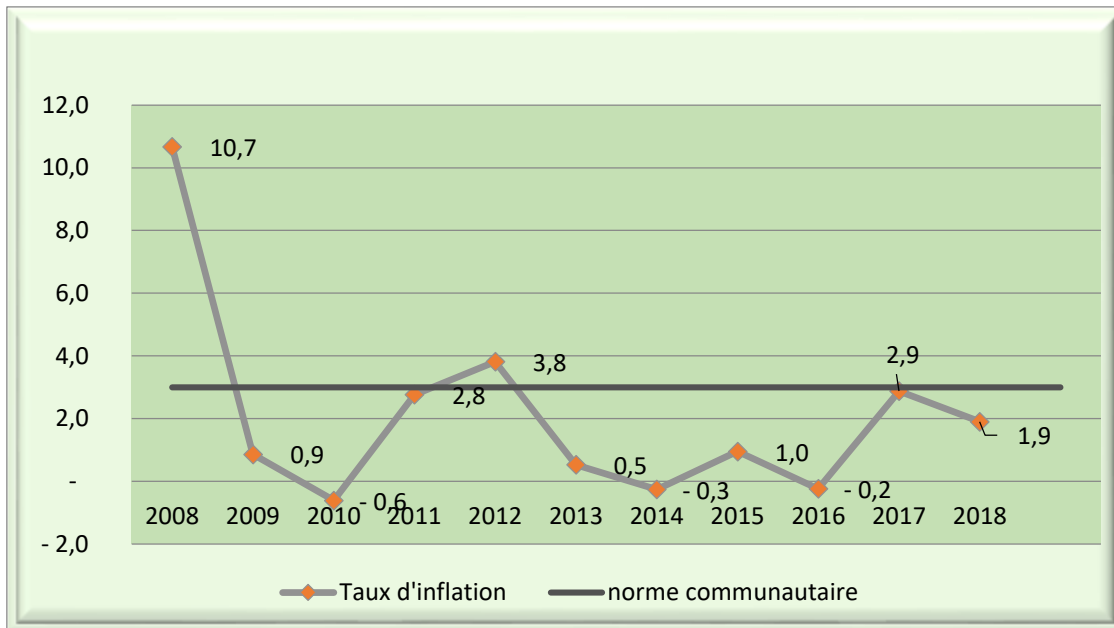
L'augmentation des prix dans les précédentes fonctions est contrebalancée par une baisse relative des prix dans la fonction « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-5,6%). Cette

² L'INSD a commencé en 2018 le calcul de l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) base 2014 et c'est donc cette série qui est désormais utilisée

baisse des prix a contribué à réduire l'inflation annuelle et est imputable à la politique tarifaire de l'ONEA entrée en vigueur en juillet 2018

Les prix du transport sont en hausse de 1,5% en relation avec la hausse des prix des hydrocarbures intervenue en novembre 2018.

Figure 5: Evolution du taux d'inflation entre 2016 et 2018.



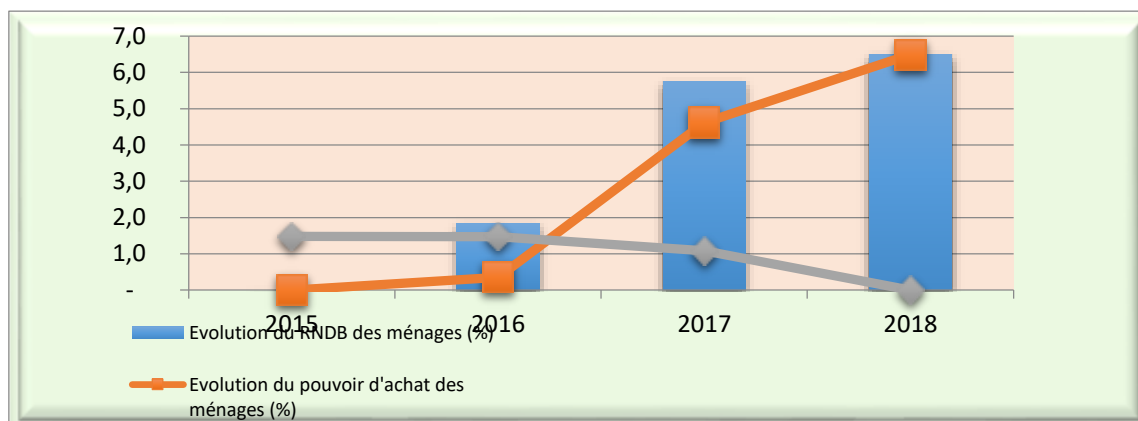
Source : INSD, INHPC, base 2014,

4. Le pouvoir d'achat et le revenu disponible des ménages

Une hausse du pouvoir d'achat des ménages

L'année 2018 confirme la tendance haussière du revenu disponible brut (RDB) des ménages entamée depuis plus d'une décennie. En effet, le RDB a connu une augmentation ostensible de 6,5% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette performance est occasionnée par les effets conjugués de la hausse de la production de tous les secteurs avec un taux de croissance global de 6,6%. Ceci témoigne d'une forte reprise de l'activité économique dans le secteur institutionnel des ménages essentiellement liée à la bonne campagne agricole.

Figure 6: Evolution du pouvoir d'achat et du revenu national disponible brut des ménages en %



Source : INSD, Comptes nationaux, base 2015

En outre on observe une augmentation du niveau des salaires reçus (+15,5% en 2018 contre une hausse de +10,3% en 2017). Ce qui justifie la hausse conséquente du RDB.

De 2017 à 2018, la courbe de croissance du RDB est largement au-dessus de celle de l'inflation. Pour l'année 2018, le taux de croissance du pouvoir d'achat réel des ménages (pouvoir d'achat réel des ménages = RDB des ménages déflatés par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation) est de 6,5%. Elle est impulsée surtout par l'augmentation des salaires dans l'administration (+18,3%) et dans le secteur des activités extractives (+25,0%).

5. La situation financière des sociétés

Les taux d'investissement et d'épargne des sociétés non financières (SNF) s'améliorent en 2018.

Le taux d'investissement des sociétés non financière s'améliore de 4,1 points et s'établit à 35,2% en 2018 en relation avec la hausse de l'investissement en machines et équipements (+16,7%), en droits de propriété intellectuelle (+12,7%) surtout en sa composante prospection minière et évaluation (+16,2%). et en bâtiments et ouvrages de génie civil (+2,0%). Le taux d'épargne évolue légèrement passant de 24,7% en 2017 à 24,9% en 2018 soit un gain de 0,3 point.

Le taux de marge des SNF passe de 68,6% en 2017 à 68,7% en 2018. Le taux d'autofinancement s'établit à 70,7% soit 8,8 points de moins qu'en 2017 (79,5%). Quant à la part de la charge salariale sur la valeur ajoutée, elle est de 30,5% en 2018 contre 29,9% en 2017.

Légère baisse du taux d'investissement des sociétés financières accompagnée d'une hausse exceptionnelle de leur taux d'autofinancement.

En 2018, le taux d'investissement des sociétés financières s'établit 11,4%, soit une réduction de 0,6 point comparé à 2017 (12,0%). Le taux d'épargne s'améliore fortement de 31,3 points et se situe à son niveau le plus haut (165,5%) sur les cinq (5) dernières années. Le taux d'autofinancement connaît une hausse exceptionnelle de 335,0 points et se chiffre à 1452,9%. Quant au taux de marge, elle baisse de 2,7 points. La part de la charge salariale sur la valeur ajoutée vaut 44,9% en 2018 contre 43,4% en 2017.

6. La situation des administrations publiques

Une forte hausse du besoin de financement et de la dette intérieure des administrations publiques.

Le besoin de financement de l'administration publique augmente en 2018 passant de 330,1 milliards de Fcfa en 2017 à 427,9 milliards de FCFA en 2018 soit une détérioration de 29,6%. Cette hausse du besoin de financement s'explique par un niveau de mobilisation des ressources plus faible que celui des dépenses publiques.

En effet, en 2018, les recettes totales et dons ont augmenté de 10,3% et s'établissent à 1746,0 milliards de FCFA alors que les dépenses totales se chiffrent à 2137,7 milliards de FCFA avec une baisse de 0,6%. Quant aux prêts nets, leur niveau passe de - 3,4 milliards en 2017 à -10,1 milliards en 2018.

Le taux d'investissement de l'administration publique est de 47,5% en 2018 en baisse par rapport à 2017 (+59,0%).

En ce qui concerne la dette publique, son encours en fin 2018 s'établit à 3326,6 milliards de francs CFA, soit une hausse de 21,6% par rapport à l'encours en fin 2017 qui était de 2735,7 milliards de francs CFA.

En pourcentage du PIB, l'encours en fin de période représente un taux d'endettement de 37,4% en 2018 contre 33,4% en 2018, soit une augmentation de +4,0%.

La composante dette publique intérieure s'est fortement accrue de 37,9% contre 0,2% pour la composante dette publique extérieure.

Equipe de travail

Directeur Général :	Boureima OUÉDRAOGO
----------------------------	---------------------------

Directeur Général Adjoint	Bernard BÉRE
----------------------------------	---------------------

Directeur des Statistiques et des Synthèses Économiques :	B. François RAMDÉ
------------------------------------------------------------------	--------------------------

Chef de service des comptes économiques et des analyses macroéconomiques :	Pousga Dieudonné SAWADOGO
-----------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------

Équipe de rédaction :	<i>Fati ZOURÉ</i>
	<i>Wendéyidé KABORÉ</i>
	<i>Moussa TRAORÉ</i>
	<i>B. Ferdinand NEYA</i>
	<i>Bawomo NEZIEN</i>
	<i>Arsène NABI</i>
	<i>Alizeta OUÉDRAOGO</i>
	<i>Babou BAKO</i>

Maliki OUÉDRAOGO

Yacouba TRAORÉ

Elysée KABORÉ

Marguerite SAWADOGO

Yacouba KOEFFI

Ibrahima OUÉDRAOGO

Sibiri SÉBÉGO

COMPTES NATIONAUX ANNUELS

DSSE/SCEAM/2021

Avril 2021